

DS/ RT

**EXTRAIT DU REGISTRE DES  
DELIBERATIONS DU COMITE  
SYNDICAL DU 14 DECEMBRE 2015**

DELEGUES :	SEBA QUORUM GENERAL	SEBA QUORUM SPECIFIQUE
Nombre	83	75
Quorum	42	38
Présents	45	40
Pouvoirs	6	5
Votants		50
Abstentions		0
Suffrages exprimés		50
Majorité requise		26
Pour		50
Contre		0

**OBJET : N° 3.3.2 - FINANCES –**  
**BUDGET PRIMITIF 2016 – ALIMENTATION EN EAU POTABLE -**

L'an deux mille quinze, le quatorze du mois de décembre, à dix-sept heures trente, les membres du COMITE SYNDICAL du SYNDICAT DES EAUX DU BASSIN DE L'ARDECHE - S.E.B.A. -, se sont réunis au siège du Syndicat à la Sigalière à LARGENTIÈRE, sur la convocation qui leur a été adressée par le Président du Syndicat conformément au Code Général des Collectivités Territoriales (article L 5211-8), sous la présidence de Monsieur Jean PASCAL, Président du Syndicat.

Conformément aux statuts du Syndicat et aux dispositions du règlement intérieur du syndicat, participent à la présente délibération tous les délégués -énumérés ci-dessous- à l'exception des représentants des communautés de communes.

Titulaires présents avec voix délibérative :

**SEBA PRODUCTION ET DISTRIBUTION A L'USAGER : pour les communes adhérentes directes :**

MM. CONSTANT Bernard (Balazuc) / FERRIER Dominique (Banne) /  
BALMELLE Robert (Berrias -Casteljau) / FAUGIER Christian (Chandolas)/  
SERRE-CHAMARY René (Chassiers) / PLANTEVIN Patrick (Chauzon) /  
Mme TAULEIGNE Lise (Fabras) / M. PASCAL Jean (Faugères) / Mme  
CHAGOT Patricia (Grospierres) / MM. LEYNAUD Jean-Marc (Joannas) /  
FLAMBEAUX Patrice (Labeaume) / CHAMBON Roland et BALAZUC  
Thierry (Lachapelle S/s Aubenas ) / ORIVES Eric (Lalevade d'Ardeche) /  
LEGENBRE Yves (Laurac en Vivarais) / BELLOT James (Meyras) /  
VIELLARD Jean-Léon (Pradons) / AUDIBERT François (Ribes) / GIBERT  
Alain (Rocles) / MM. PERBOST Serge (Ruoms) / DEVANCIARD Gilles et  
SERRE Michel (St Alban Auriolles) / GARRIDO Jean-Manuel (St André  
de Cruzieres) / MERINE Philippe (St Privat) / DUGAS Laurent (Tauriers)  
/ SAUBIN Philippe et LACROTTE Robert (Vals-Les-Bains) / VEYRENC  
Eric (Vernon) / GRASSET Guillaume (Vinezac)

**SEBA PRODUCTION ET FOURNITURE EN GROS : pour les communes adhérentes directes :**

M. CONTESSO Franck (Fons) / Mme CHASTAGNIER Geneviève  
(Joyeuse)

**SEBA PRODUCTION ET FOURNITURE EN GROS : pour le Syndicat**  
**« OLIVIER DE SERRES » :**

MM. BACCONNIER Jean-Claude, FALLOT Joseph, LADREYT Jean-Pierre et Mme CHAGNOL Dominique

**SEBA PRODUCTION ET FOURNITURE EN GROS : pour le Syndicat  
ST ETIENNE-DE-FONTB./ ST SERVIN :**

M. DURIEU Jean-Marie

**SEBA ASSAINISSEMENT : pour les Communautés de Communes :**

Mme CHAGNOL Dominique et M. BACCONNIER Jean-Claude (CDC Gorges de l'Ardèche) / MM. GARRIDO Jean-Manuel et BALMELLE Robert (CDC Pays des Vans en Cévennes)

Titulaires ayant donné procuration :

**SEBA PRODUCTION ET DISTRIBUTION A L'USAGER : pour les communes adhérentes directes:**

MME MOUTERDE Hélène et(Chassiers) à M. SERRE-CHAMARY René  
M. RAMANMALI Angelin (Montréal) à MERINE Philippe  
M. CUTTIER Jean-François (Prunet) à SAUBIN Philippe  
M. CHARRIERE Jacques (Ruoms) à M. PERBOST Serge  
M. MANENT Pierre (Vinezac) à M. GRASSET Guillaume

**SEBA ASSAINISSEMENT : pour les Communautés de Communes :**

M. LARDY Jean-Paul (CDC Vinobre) à M. PASCAL Jean

Titulaires excusés :

**SEBA PRODUCTION ET DISTRIBUTION A L'USAGER : pour les communes adhérentes directes:**

MM. LANGLET Patrick (Les Assions) / GIRAUD Jacky (Chazeaux) /  
PONTHER Jean-Yves et CLADT Bernard (Labégude) / CHARRON  
Claude (Lalevade d'Ardèche) / ROSE Hermand (Largentière) / RISSE  
Michel (Malbos) / JAUFFRE Michel (St Pierre de Colombier) / OZIL  
Raymond (Sampzon) / OLIVIER Robert (Sanilhac)

**SEBA PRODUCTION ET FOURNITURE EN GROS : pour les communes adhérentes directes :**

M. CIVIER Stéphane (Aubenas) / Mme TOURRE Nathalie (Joyeuse)

**SEBA ASSAINISSEMENT : pour les Communautés de Communes :**

MM. PONTHER Jean-Yves (CDC Pays Aubenas-Vals) / MANENT Pierre  
(CDC Vinobre)

**SEBA ASSAINISSEMENT : pour les Communautés de Communes :**

M. CIVIER Stéphane (CDC Pays Aubenas Vals)

Titulaires absents :

**SEBA PRODUCTION ET DISTRIBUTION A L'USAGER : pour les communes adhérentes directes :**

MM. MATHIEU Jean-Claude (Beaulieu) / VEYRENC Yves (Pont de Labeaume) / Mme AMET Maryse (Largentière) / M. IMBERT Guy (Rocher) / M. ROURE Sébastien et Mme KONARZEWSKI Jessica (Rosières) / Mme MESSAOUDI Simone (Roums) / MM. MEISS Bernard (St Andréol de Vals) / BOISSEL Jean-Luc (St Julien du Serre) / ROURISSOL Denis (St Privat) / Mme CHARROUD Annie, MM. SOUTEYRAND Marc et AVIAS Cyrille-Christophe (Ucel) / LECOSSOIS Jean-Marie (Uzer) / Mme EL FARKH Marie (Vals-Les-Bains)

**SEBA PRODUCTION ET FOURNITURE EN GROS : pour les communes adhérentes directes :**

MM. ETIENNE Claude (Chirols) / IMMACOLATO Jean-Pierre, Mme  
MAIRESSE Nadine et M. BARALE Ange (Vallon Pt d'Arc)

**SEBA PRODUCTION ET FOURNITURE EN GROS : pour le Syndicat d'adduction de BARJAC :**

MM. CHAULET Edouard, UGHETTO René et MARRON Jacques

Suppléants présents avec voix délibérative :

**SEBA PRODUCTION ET DISTRIBUTION A L'USAGER : pour les communes adhérentes directes :**

**Communes adhérentes directes :**  
M. FALGON Guy (Chazeaux) / Mme DUMAS Jacqueline (Lalevade d'Ardèche) / MM. FARGIER Gérard (St Pierre-De-Colombier) / SUREL Alain (Sampzon)

**SEBA ASSAINISSEMENT : pour les Communautés de Communes :**

M. LACROTTE Robert (CDC Pays Aubenas Vals)

Le Secrétaire de séance est : Mme TAULEIGNE Lise

**OBJET : N° 3.3.2 - FINANCES –  
BUDGET PRIMITIF 2016 – ALIMENTATION EN EAU POTABLE -**

Envoyé en préfecture le 22/12/2015

Reçu en préfecture le 22/12/2015

Affiché le



ID : 007-250700267-20151214-2015CS120055-DE

Les éléments communs aux trois budgets primitifs, ainsi que le rappel des principales propositions d'orientation 2016 et les choix opérés, sans oublier la vision agrégée du budget 2016, sont des dispositions communes aux trois budgets et font l'objet d'un développement en présentation du budget « gestion générale » sans qu'il soit nécessaire de le développer à nouveau ici.

**3.3.2 - BUDGET PRIMITIF 2016 - ALIMENTATION EN EAU POTABLE :**

Le projet de budget primitif 2016 «Alimentation en eau potable » s'équilibre en dépenses et recettes à la somme de 13 084 000 € contre 12 590 700 € en 2015 (+ 3,92 %). 5 313 000 € sont inscrits en section d'exploitation contre 5 075 000 € en 2015 (+ 4,70%) et 7 771 000 € en section d'investissement contre 7 515 700 € en 2015 (3,40 %).

**❖ Déclinaison du Sous-Budget « A.EP. DISTRIBUTION » :**

**Section d'exploitation –**

Les **recettes** proviennent principalement :

- de la vente d'eau aux usagers pour 3 500 000 € (contre 3 400 000 € en 2015),
- de la vente de compteurs usagés pour 1 000 €,
- des autres produits de gestion courante qui s'élèvent à 15 000 € : convention fibres optiques, ventes d'eau,
- des opérations d'ordre de transfert entre sections pour 180 000 € dont l'amortissement des subventions pour 140 000 € et des travaux en régie pour 40 000 €.

Les **dépenses**, en regard, comprennent notamment :

- les charges à caractère général pour 60 200 €,
- le remboursement des charges de personnel et frais assimilés pour 240 468 €,
- les autres charges de gestion courante pour 829 089 €, dont respectivement 116 389 € correspondent aux contributions d'AEP distribution au budget «Gestion générale», ainsi que 712 700 € à la participation d'AEP distribution à AEP production (Opération d'ordre),
- les frais financiers pour 310 700 €,
- les charges exceptionnelles (essentiellement des provisions) pour 859 043 €,
- les dépenses imprévues pour 50 000 €,
- un virement à la section d'investissement pour 310 000 €,
- les dotations aux amortissements pour 1 036 500 € (opération d'ordre avec le chapitre 040).

**Section d'investissement –**

Les **recettes** proviennent essentiellement :

- des subventions pour 972 000 €,
- des emprunts pour 2 300 500 € : il s'agit là d'une prévision, les besoins définitifs de financement seront connus après reprise des résultats,
- des autres immobilisations financières de 767 000 € liées à la récupération de la TVA par le délégataire,
- du virement de la section de fonctionnement pour 310 000 €,
- de l'amortissement des immobilisations pour 1 036 500 € (opération d'ordre avec le chapitre 042),
- des opérations patrimoniales pour 767 000 € (opération d'ordre sur la TVA).

Les **dépenses** se composent :

- de 30 000 € pour le remboursement de trop perçu des subventions,
- de 4 601 000 € pour les opérations d'équipements (études, acquisitions et travaux), intégrant des crédits pour les frais de maîtrise d'œuvre privée. Ces dépenses ont été présentées dans le détail, opération par opération. Elles ont fait l'objet d'un examen particulier en cours de séance. Certaines de ces opérations font l'objet d'un traitement en « autorisations de programmes/crédits de paiement » également présentées.
- des immobilisations corporelles pour 15 000 € pour l'intervention de prestataires pour actes fonciers administratifs,
- du remboursement du capital de la dette pour 310 000 €,
- des dépenses imprévues pour 250 000 €,
- des opérations d'ordre de transfert entre sections pour 180 000 €, dont l'amortissement des subventions pour 140 000 € et des travaux en régie pour 40 000 €,
- des opérations patrimoniales pour 767 000 € (opération d'ordre sur la TVA).

❖ **Déclinaison du Sous-Budget – A.EP. PRODUCTION :****Section d'exploitation –**

Les **recettes** proviennent principalement :

- de la participation des collectivités souscriptrices à PDV pour 1 096 000 €, inchangé par rapport à 2015, dont 65 % proviennent du SEBA distribution et 35 % des autres collectivités du SEBA production,
- des produits exceptionnels pour 121 000 €,
- des opérations d'ordre de transfert entre sections (opération d'ordre) pour 400 000 € dont l'amortissement des subventions pour 390 000 € et des travaux en régie pour 10 000€.

Les **dépenses**, en regard, comprennent notamment :

- les charges à caractère général pour 129 800 €,
- le remboursement des charges de personnel et frais assimilés représentent 160 313 €,
- les autres charges de gestion courante pour 69 833 €,
- les frais financiers pour 209 800 €,
- un virement à la section d'investissement pour 320 000 €,
- les dotations aux amortissements pour 708 000 € (opération d'ordre avec le chapitre 040).

**Section d'investissement –**

Les **recettes** proviennent essentiellement :

- des subventions pour 144 500 €,
- des emprunts pour 207 500 € : il s'agit là d'une prévision, les besoins définitifs de financement seront connus après reprise des résultats,
- des autres immobilisations financières de 119 000 € liées à la récupération de la TVA par le délégataire,
- du virement de la section de fonctionnement pour 320 000 €,
- de l'amortissement des immobilisations pour 708 000 € (opération d'ordre avec le chapitre 042),
- des opérations patrimoniales pour 119 000€ (opération d'ordre sur la TVA).

Les **dépenses** se composent :

- de 714 000 € pour les opérations d'équipements (études, acquisitions et travaux), intégrant des crédits pour les frais de maîtrise d'œuvre privée. Ces dépenses ont été présentées dans le détail, opération par opération et ont fait l'objet d'un examen particulier en cours de séance. Certaines de ces opérations font l'objet d'un traitement en « autorisations de programmes/crédits de paiement » également présentées.
- des immobilisations corporelles pour 15 000 € pour l'intervention de prestataires pour actes fonciers administratifs,
- du remboursement du capital de la dette pour 320 000 €,
- des dépenses imprévues pour 50 000 €,
- des opérations d'ordre de transfert entre sections pour 400 000 €, dont l'amortissement des subventions pour 390 000 € et des travaux en régie pour 10 000 €,
- des opérations patrimoniales pour 119 000 € (opération d'ordre sur la TVA).

❖ **Récapitulatif BUDGET PRIMITIF 2016 – TOTAL - ALIMENTATION EN EAU POTABLE:****Section d'exploitation –**

Les **recettes** proviennent principalement :

- de la vente d'eau aux usagers pour 3 500 000 € (contre 3 400 000 en 2015),
- de la vente de compteurs usagés pour 1 000 €,
- de la participation des collectivités souscriptrices à PDV pour 1 096 000 €, inchangé par rapport à 2015, dont 65 % proviennent du SEBA distribution et 35 % des autres collectivités du SEBA production,
- des autres produits de gestion courante qui s'élèvent à 15 000 € : convention fibres optiques, ventes d'eau,
- des produits exceptionnels pour 121 000 €,
- des opérations d'ordre de transfert entre sections (opération d'ordre) pour 580 000 € dont l'amortissement des subventions pour 530 000 € et des travaux en régie pour 50 000€.

Les **dépenses**, en regard, comprennent notamment :

- les charges à caractère général pour 190 000 € contre 144 900 € en 2015, intégrant l'AMO pour l'étude sur les modes de gestion,
- le remboursement des charges de personnel et frais assimilés représentent 400 781 € contre 384 000 € en 2015,
- les autres charges de gestion courante pour 898 922 € contre 919 700 € en 2015, dont respectivement 16 389 € et 69 833 € correspondent aux contributions d'AEP distribution et AEP production au budget « Gestion générale » ainsi que 712 700 € à la participation d'AEP distribution à AEP production (opération d'ordre),
- les frais financiers pour 520 500 € (contre 555 600 € en 2015),
- les charges exceptionnelles (essentiellement des provisions) pour 859 043 € (contre 618 300 € en 2015),
- les dépenses imprévues pour 69 254 € (contre 70 000 € en 2015),
- un virement à la section d'investissement pour 630 000 € contre 925 000 € en 2015,
- les dotations aux amortissements pour 1 744 500 € contre 1 457 000 € en 2015 (opération d'ordre avec le chapitre 040), dont une partie pour régularisation des amortissements.

#### Section d'investissement –

Les **recettes** proviennent essentiellement :

- des subventions pour 1 116 500 € contre 940 500 € en 2015,
- des emprunts pour 2 508 000 € contre 2 555 900 € en 2015 : il s'agit là d'une prévision, les besoins définitifs de financement seront connus après reprise des résultats,
- des autres immobilisations financières de 886 000 € contre 822 400 € en 2015 liées à la récupération de la TVA par le délégataire,
- du virement de la section de fonctionnement pour 630 000 € contre 925 000 € en 2015,
- de l'amortissement des immobilisations pour 1 744 500 € contre 1 449 500 € en 2015 (opération d'ordre avec le chapitre 042),
- des opérations patrimoniales pour 886 000 € (opération d'ordre sur la TVA) contre 822 400 € en 2015.

Les **dépenses** se composent :

- de 30 000 € pour le remboursement de trop perçu des subventions,
- de 5 315 000 € pour les opérations d'équipements (études, acquisitions et travaux), contre 4 934 400 € en 2015, intégrant des crédits pour les frais de maîtrise d'œuvre privée. Ces dépenses ont été présentées dans le détail, opération par opération, et ont fait l'objet d'un examen particulier en cours de séance. Certaines de ces opérations font l'objet d'un traitement en « autorisations de programmes/crédits de paiement » également présentées.
- des immobilisations corporelles pour 30 000 € pour l'intervention de prestataires pour actes fonciers administratifs (répartis à 50 % pour les 2 sous-budgets),
- du remboursement du capital de la dette pour 630 000 € contre 925 000 € en 2015,
- des dépenses imprévues pour 300 000 € (contre 260 000 € en 2015),
- des opérations d'ordre de transfert entre sections (opération d'ordre) pour 580 000 € dont l'amortissement des subventions pour 530 000 € (140 000 € sur AEP distribution et 90 000 € sur AEP production et des travaux en régie pour 50 000 €) ;
- des opérations patrimoniales pour 886 000 € (opération d'ordre sur la TVA) contre 822 400 € en 2015.

Les commissions des Finances/Administration Générale et des Travaux/Services Publics ont été saisies du présent projet de budget respectivement les 7 et 8 décembre 2015 et la Commission Consultative des Services Publics Locaux le 8 décembre 2015.

Le Comité Syndical est appelé à se prononcer sur le projet de Budget Primitif 2016 - Annexe n°4 - « Alimentation en eau potable » ainsi que les sous-budgets analytiques « AEP distribution » et « AEP production » tels que présentés par le Président.

Après en avoir délibéré, le Comité Syndical, à l'unanimité des membres présents ou représentés, **ADOpte** ces propositions telles que résumées dans la balance ci-après :

**II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET****VUE D'ENSEMBLE****EXPLOITATION**

		DEPENSES DE LA SECTION D'EXPLOITATION	RECETTES DE LA SECTION D'EXPLOITATION
<b>VOTE</b>	CREDITS DE FONCTIONNEMENT VOTES AU TITRE DU PRESENT BUDGET (1)	5 313 000,00	5 313 000,00
	+	+	+
<b>REPORTS</b>	RESTES A REALISER (R.A.R) DE L'EXERCICE PRECEDENT (2)	0,00	0,00
	002 RESULTAT D'EXPLOITATION REPORTE (2)	(si déficit) 0,00	(si excédent) 0,00
	=	=	=
	TOTAL DE LA SECTION D'EXPLOITATION (3)	5 313 000,00	5 313 000,00

**INVESTISSEMENT**

		DEPENSES DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT	RECETTES DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT
<b>VOTE</b>	CREDITS D'INVESTISSEMENT (1) VOTES AU TITRE DU PRESENT BUDGET (y compris les comptes 1064 et 1068)	7 771 000,00	7 771 000,00
	+	+	+
<b>REPORTS</b>	RESTES A REALISER (R.A.R) DE L'EXERCICE PRECEDENT (2)	0,00	0,00
	001 SOLDE D'EXECUTION DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT REPORTE (2)	(si solde négatif) 0,00	(si solde positif) 0,00
	=	=	=
	TOTAL DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT (3)	7 771 000,00	7 771 000,00

**TOTAL**

	TOTAL DU BUDGET (3)	13 084 000,00	13 084 000,00
--	---------------------	---------------	---------------

POUR EXTRAIT CERTIFIE CONFORME  
Le Président du Syndicat,

Jean PASCAL